



« *Does neoliberalisation matter ?* ». Apports et limites d'une notion montante des *urban studies* dans la science politique française

Vincent Béal

Université Jean-Monnet, Saint-Etienne

vincent.beal@univ-st-etienne.fr

Working papers du Programme
Villes & Territoires

wppoleville@gmail.com
<http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Résumé :

Depuis quelques années, de nombreux travaux anglo-saxons portant sur la restructuration de l'Etat, l'évolution des régulations économiques, les transformations des contenus et des manières de produire les politiques urbaines, etc., semblent se ranger derrière la notion de « néolibéralisation ». Des auteurs comme Neil Brenner, David Harvey ou encore Jamie Peck ont cherché à se démarquer de la définition classique du terme « néolibéralisme », pour construire la notion de « néolibéralisation » en tant que véritable catégorie d'analyse. Ainsi, loin de se limiter à une idéologie du laissez-faire et du démantèlement de l'Etat, la néolibéralisation s'apparente, selon ces auteurs, à un processus de « *mobilization of state power in the contradictory extension and reproduction of market(-like) rule* » (Tickell and Peck, 2003, p.166). Cette notion qui fait l'objet de vifs débats et de discussions poussées au sein de la communauté internationale des *Urban Studies*, semble, pour l'instant, largement ignorée par la science politique française. L'objectif de cette communication sera précisément de questionner ce décalage. En proposant une revue de littérature critique des travaux sur la « néolibéralisation », nous serons amenés à développer quelques hypothèses explicatives de la difficulté des travaux de science politique portant sur les politiques urbaines à mobiliser les notions, concepts et théories utilisés dans le champ international des *Urban Studies*.

Pour citer ce document :

Béal, Vincent (2010). « *Does neoliberalisation matter ? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française* », *Working papers du Programme Villes & territoires*, 2010/1, Paris, Sciences Po

Pour une version électronique de ce document de travail et des autres numéros des *Working papers du Programme Villes & territoires*, voir le site web <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Abstract:

In recent years there has been a growing interest in the notion of « neoliberalisation » among scholars working on the transformation of State activities, on the evolution of capitalism and on the changes in urban policies. Scholars such as Neil Brenner, David Harvey or Jamie Peck have tried to go beyond the classical meaning of neoliberalism – generally considered as the ideology of laissez-faire and of State dismantling – and to construct the notion of neoliberalisation – understood as a process of « *mobilization of state power in the contradictory extension and reproduction of market(-like) rule* » (Tickell and Peck, 2003, p.166) – as an analysing category. This notion has risen rapidly to become a key concept within, and beyond, the international community of Urban Studies. On the contrary, it has been disregarded by French-speaking researchers on urban policies. In this paper, we will engage with major works on the notion of neoliberalisation in order to highlight their main contributions and limits. We will test some hypothesis to explain the difficulties of the Francophone political scientists to use notions, concepts and theories coming from the international academic field of Urban Studies.

Readers wishing to cite this document are asked to use the following form of words:

Béal, Vincent (2010). « *Does neoliberalisation matter ? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française* », *Working papers du Programme Villes & territoires*, 2010/1, Paris, Sciences Po

For an on-line version of this working paper and others in the series, please visit our website at: <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Il y a tout juste vingt ans, D. Harvey publiait un article séminal dans la revue *Geographica Annaler B* (Harvey, 1989). Cet article, qui figure parmi les travaux de sciences sociales les plus cités, fut extrêmement important et participa de manière décisive à la structuration du champ international des *Urban Studies*¹ en proposant différentes pistes de recherche portant sur l'influence des transformations du capitalisme sur l'évolution des formes de gouvernement des villes. Si cet article fut, et reste encore, l'une des références majeures de la communauté des *Urban Studies*, son impact sur la science politique française fut relativement marginal. Ce cas est loin d'être isolé. Il serait possible de multiplier à l'envie les exemples d'auteurs majeurs de la littérature anglophone radicale (N. Smith, E. Swyngedouw, B. Jessop, etc.) dont les travaux ont connu, en France, un accueil extrêmement timide, voire inexistant.

L'objectif de ce papier réside précisément dans la compréhension de ce décalage. Pourquoi la SPF et plus particulièrement la science politique urbaine est aussi rétive à utiliser les concepts et notions produits par la recherche urbaine anglo-saxonne largement dominée par la géographie radicale ? Pour ce faire, nous allons essayer de présenter une notion qui fait, depuis quelques années, l'objet de nombreuses discussions dans l'univers académique des *Urban Studies*. Il s'agit de la notion de « néolibéralisation » (Brenner et Theodore, 2002 ; Peck et Tickell, 2002)². Cette notion complètement absente – à quelques exceptions près³ – dans la science politique française fait l'objet de vifs débats⁴ et de discussions poussées⁵ au sein de la communauté des *Urban Studies*. Dans un premier temps, la notion de « néolibéralisme » fut utilisée, soit, de manière triviale, pour donner sens à un mouvement d'ensemble de

¹ Le champ académique des *Urban Studies* est très large et s'apparente à une véritable communauté scientifique structurée autour de ses réseaux – notamment le RC21 et l'EURO –, de ses revues – parmi les plus importantes on pourra citer *Antipode*, *Environment and Planning A*, *International Journal of Urban and Regional Research* ou encore *Urban Studies* – et de ses propres controverses scientifiques. Ce champ académique est dominé depuis les années 1990 par le courant néo-marxiste. S'il regroupe des chercheurs provenant d'horizons divers (économistes, politistes, sociologues, urbanistes, etc.), son principal vivier reste la géographie humaine.

² Les deux références majeures ayant servi de base à la constitution de cette notion sont l'ouvrage collectif dirigé par N. Brenner et N. Theodore (2002) et l'article co-écrit par J. Peck et A. Tickell (2002). Depuis, de nombreux travaux ont repris à leur compte cette notion (Geddes, 2006 ; 2009 ; Leitner et al., 2007 ; Ward et England, 2007). Dans cet article, nous nous limiterons aux travaux qui s'inspirent directement du cadre construit par Brenner, Peck et leurs collègues, et, de ce fait, nous ne traiterons pas des travaux d'inspiration foucauldienne qui analysent la néolibéralisation comme l'imposition d'une nouvelle rationalité visant à créer des sujets néolibéraux (Larner, 2000). Cette approche qui s'appuie sur le concept de gouvernementalité est sans doute celle qui a trouvé le plus d'échos dans la recherche française (*Raisons Politiques*, 2007 ; Dardot et Laval, 2009).

³ On pense notamment à l'ouvrage dirigé par Bruno Jobert : « Le tournant néo-libéral » (Jobert, 1994). Toutefois, cet ouvrage ne partage pas la même approche puisque le néolibéralisme y est vu comme une ressource mobilisée par certains groupes d'acteurs pour réaffirmer leur position au sein de la structure bureaucratique de l'Etat. C'est en ce sens que B. Jobert parle de « consécration républicaine du néolibéralisme ».

⁴ Voir notamment la controverse sur les *city-regions*, entre d'un côté Kevin Ward et Andy Jonas et de l'autre Alan Harding, qui alimenta plusieurs numéros de l'*IJURR* en 2006 et 2007. D'autres controverses, lancées par des chercheurs comme Clives Barnett ou Noel Castree, ont vu le jour autour de l'agenda de recherche sur la néolibéralisation. Nous en retranscrivons partiellement le contenu dans ce papier.

⁵ L'article de Peck et Tickell « *Neoliberalizing Space* » publié dans la revue *Antipode* en 2002 fut l'article de géographie le plus cité entre les deux derniers *Research Assessment Exercise* – la grande messe quadriennale d'évaluation des centres de recherche – au Royaume-Uni. Ce classement incluait, entre autres, des revues comme l'*IJURR* ou *Urban Studies*.

montée en puissance des régulations marchandes au sein de la société, soit, de manière plus « militante », pour caractériser les projets politiques de transformation de l'économie et de la société portés par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. De manière générale, cette première série de travaux (Bourdieu, 1998 ; Gill, 1995) ne revêtait pas un intérêt théorique majeur. La référence au néolibéralisme se limitait bien souvent à la description d'une extension de l'idéologie du marché dans de nombreux secteurs de la société.

Il en va tout autrement de travaux plus récents qui tentent de construire la notion de néolibéralisation en tant que véritable catégorie d'analyse. Selon ces travaux, ce n'est pas tant le néolibéralisme en tant qu'idéologie du laissez-faire et du démantèlement de l'Etat qu'il faut questionner (Peck, 2008). Au contraire, il faut comprendre la néolibéralisation comme un processus de destruction/création au cours duquel des modes d'action, des contenus de politiques publiques, des formes de régulations, etc. sont partiellement et progressivement remis en question et remplacés. Ces travaux insistent sur le renforcement de la capacité d'intervention de l'Etat sur la société, dans l'objectif notamment de mettre en œuvre de tels changements. On voit donc que la néolibéralisation, telle qu'elle est conceptualisée par la communauté interdisciplinaire des *Urban Studies* s'éloigne considérablement des canons du néolibéralisme théorisé par des économistes comme Milton Friedman ou Friedrich Hayek.

L'objectif de cette communication sera double. Il s'agira tout, dans un premier temps, d'élaborer une revue de littérature portant sur les principaux aspects de la notion de néolibéralisation. Nous nous attacherons à présenter de manière critique une série de travaux largement méconnus de la communauté des chercheurs en science politique travaillant sur les politiques urbaines. Puis, dans un second temps, nous essayerons de montrer les apports et les limites d'une telle notion, notamment pour la science politique française. Enfin, la conclusion sera l'occasion d'élaborer quelques pistes de réflexion relatives aux rapports entre *Urban Studies* et science politique française. En utilisant la notion de neoliberalisation – qui, à bien des égards, s'avère être une notion archétypale de la production scientifique des *Urban Studies* – comme un révélateur des rapports entre ces deux univers académiques, nous montrerons que l'absence de dialogue entre *Urban Studies* et science politiques française peut s'expliquer, entre autres, par des différences majeures en terme de structuration des champs académiques, d'une part, et de construction des objets de recherche, d'autre part.

1. 1. Du « néolibéralisme » comme notion militante à la « néolibéralisation » comme catégorie d'analyse.

Pendant longtemps, la recherche critique a utilisé le terme « néolibéralisme » pour dénoncer la montée en puissance des théories économiques néo-classiques, portées par des auteurs comme Friedman ou Hayek, auprès des décideurs politiques (Dixon, 1999 ; Klein, 2008). La définition du néolibéralisme était

alors relativement simple. Il était appréhendé comme « *une idéologie qui repose sur la doctrine économique de l'École de Chicago et qui a sa source plus lointaine dans la 'main invisible' d'Adam Smith. Ainsi considéré, il présenterait deux aspects : la liberté du marché assure l'allocation optimale des ressources ; l'intervention publique nuit à l'équilibre automatique des marchés dérégulant les anticipations* » (Dardot et Laval, 2009, p. 7). Cette notion de « néolibéralisme » qui était, et est encore, utilisée de manière « militante » par une frange de la recherche en sciences sociales n'a que peu à voir avec le chantier de recherche autour de la notion de « néolibéralisation » qui a été lancé par plusieurs géographes néo-marxistes au début des années 2000. Si l'objectif est bien de comprendre comment la diffusion de l'idéologie néolibérale s'est produite et quel fut son impact sur les transformations du capitalisme, la restructuration des Etats ou encore le contenu et la manière de produire les politiques urbaines, l'étude des processus de néolibéralisation débouche sur des résultats qui s'avèrent très différents de ce que sous-entend la *doxa* néolibérale⁶. C'est la construction de cette notion de « néolibéralisation » que nous souhaitons questionner dans cette partie. Après avoir tenté de décrypter ce qu'elle recouvre exactement, nous discuterons de manière plus poussée deux éléments centraux de cette notion : la volonté de périodiser l'évolution des villes et le poids accru de l'Etat dans cette évolution.

1.1. La néolibéralisation : cartographie d'un concept

Il est particulièrement difficile de définir ce que recouvre le concept de néolibéralisation. Parmi les chercheurs ayant mobilisé ce concept, rares sont ceux qui s'accordent sur une définition préalable. Certains considèrent qu'il s'agit d'une idéologie enrôlée par les élites pour justifier leur stratégie d'accumulation et restaurer leur pouvoir de classe (Harvey, 2005), alors que d'autres considèrent qu'il constitue les fondations d'un nouveau « *regulatory fix* » (Brenner et Theodore, 2002 ; Jones et Ward, 2002). Pour certains, le néolibéralisme est consubstantiel du passage de politique de la demande visant à assurer la reproduction sociale à des politiques de l'offre dictées par l'impératif de croissance économique (Smith, 2002), alors que pour d'autres, les logiques de reproduction sociale – même si elles ont profondément évolué – restent un objectif important (Gough, 2002 ; Peck et Tickell, 2002). Enfin, beaucoup voient dans le néolibéralisme un discours hégémonique laissant peu de place aux alternatives (Jones et Ward, 2002, Swyngedouw, 2007) alors que pour d'autres, il s'agit d'un concept non-unifié (Jessop, 2002) dont les contestations sont susceptibles de déboucher sur des projets alternatifs (Leitner et al., 2007). Bref, l'agenda de recherche qui s'est mis en branle autour du concept de néolibéralisation est, on l'aura compris, loin d'être unifié.

⁶ Cette volonté de démarcation est présente dans les travaux de Brenner et Theodore : « *we have coined the term 'actually existing neoliberalism' to underscore the profound disjuncture between neoliberal ideology and the complex, contested and uneven geographies of regulatory change that have emerged in and through projects of neoliberalization* » (Brenner et Theodore, 2007, p. 154-155).

Au sein de cette nébuleuse, les travaux de Brenner et Théodore et de Peck et Tickell s'avèrent être les plus aboutis⁷ et surtout ceux dont l'intérêt pour la recherche urbaine est le plus direct. Pour ces auteurs qui puisent leur inspiration dans des sources théoriques communes – l'économie de la régulation (Aggietta, Boyer, Lipietz, etc.), les théories du développement inégal (« *uneven development* ») (Harvey, Smith, etc.) et enfin les travaux marxistes sur l'Etat (Lefevre, Jessop, etc.) – la réappropriation du terme « néolibéralisme » répond au besoin de comprendre les réorganisations institutionnelles, politiques et idéologiques qui se sont faites jour depuis la crise des années 1970 et la remise en cause du compromis keynésiano-fordiste. Cette crise avait déjà été bien documentée par les travaux régulationnistes (Aglietta, 1977 ; Boyer, 1986). Ces derniers avaient montré que le régime d'accumulation fordiste basé sur une complémentarité entre production et consommation de masse permettant un partage des gains de productivité et sur une régulation à l'échelle nationale était entré en crise au début des années 1970, et avait laissé place à un régime d'accumulation flexible – que beaucoup qualifient de post-fordiste – privilégiant l'adaptation rapide des produits à une demande diversifiée et changeante et valorisant les échelles locales, et notamment les villes, dans la régulation de l'économie. Les travaux d'économie politique sur la « néolibéralisation » partagent ce point de départ. Ils considèrent les années 1970 comme une période charnière marquant la fin de l'Etat-providence et les prémices de la diffusion des préceptes néolibéraux dans la société. Pour comprendre l'accélération de cette diffusion et les conséquences qu'elle a pu avoir sur les transformations du capitalisme global, sur les restructurations des Etats et sur le contenu et la manière de produire les politiques urbaines, ces auteurs ont construit la « néolibéralisation » en tant que catégorie d'analyse, donc l'objectif est d'apporter une lecture dynamique⁸ du processus de néolibéralisation compris comme un « *process of creative destruction based on contextually specific interactions between inherited regulatory landscapes and new neoliberal market-oriented restructuring projects* » (Brenner and Theodore, 2002).

Ainsi défini, l'agenda de recherche de la « néolibéralisation » cherche à répondre à plusieurs questions. Premièrement, il s'agit de comprendre comment différents projets politiques néolibéraux ont été mis en œuvre et surtout comment ces projets se sont articulés à des héritages de structures politico-institutionnelles. Pour cela, l'un des objectifs est d'analyser les mécanismes de « dépendance au sentier » (Pierson, 2000) qui se produisent dans les interactions entre des contextes politico-institutionnels spécifiques et les projets de restructuration néolibéraux orientés par le marché et qui débouchent sur l'avènement de formes hybrides et variées de néolibéralisme. La seconde question à laquelle ces auteurs cherchent à répondre concerne les mécanismes de destruction créatrice qui se font jour autour du

⁷ Brenner et Théodore mobilisent le concept d' « *actually existing neoliberalism* » alors que Peck et Tickell utilisent celui de « *neoliberalization* ». Dans ce papier, nous nous limiterons à l'usage du terme « néolibéralisation » dans la mesure où les deux concepts recouvrent des caractéristiques extrêmement proches.

⁸ Il est important de comprendre que ces travaux cherchent à apporter une lecture dynamique des processus de restructuration économique et politique. C'est pour cette raison qu'ils privilégient le concept de « néolibéralisation » à celui de « néolibéralisme », pour mettre en avant le caractère processuel et évolutif de ces dynamiques.

processus de néolibéralisation⁹. Ainsi, et cela renvoie au premier questionnement, ces auteurs cherchent à comprendre comment certains arrangements politico-institutionnels sont (partiellement) détruits et à l'inverse comment de nouveaux arrangements politico-intentionnels sont créés et promus pour les remplacer. Enfin, ces auteurs cherchent également à cartographier la géographie du néolibéralisme, à comprendre, là encore de manière non statique, pourquoi certaines échelles spatiales de régulation sont privilégiées plutôt que d'autres. Sur ce volet spatial, qui fait écho aux recherches sur le « *political rescaling* » (Brenner, 2004), les travaux sur la néolibéralisation sont très clairs. Ils considèrent la ville comme une échelle centrale de la régulation. La ville est donc appréhendée à la fois comme une échelle pertinente d'analyse des transformations néolibérales qui se font jour, mais également comme un vecteur d'approfondissement de ces transformations. Comme l'explique N. Brenner « *cities have become the incubators of many of the major political and ideological strategies through which the dominance of neoliberalism is being maintained* » (Brenner, 2004, p. 375-376).

A la lumière de cette brève présentation des travaux mobilisant la notion de néolibéralisation, trois idées importantes ressortent. Premièrement, les travaux que nous venons de décrire ont pour objectif de construire un agenda de recherche ambitieux susceptible d'expliquer un certain nombre d'évolutions contemporaines – les processus de décentralisation, l'imposition d'une austérité fiscale, l'avènement du *New Public Management*, la perte d'influence des bureaucraties municipales au profit d'agences diverses, la privatisation des services publics locaux, la montée en puissance des « *fast policy transfers* » (Peck, 2001), les processus de gentrification, etc. – qui jusque là étaient étudiés de manière relativement cloisonnée, et surtout de faire entrer ces différentes évolutions dans un cadre explicatif englobant. Ce souci d'unification (inachevée) est un élément important en cela qu'il est créateur de cumulativité¹⁰ dans la recherche urbaine anglo-saxonne. Deuxièmement, ces travaux accordent une place centrale aux idées et à la compréhension de la manière dont elles peuvent se diffuser dans le champ social. Si cette posture peut être rapprochée de celle adoptée par l'approche cognitive des politiques publiques elle s'en démarque fortement. En effet, l'objectif n'est pas de mettre au jour un référentiel qui se déclinerait dans l'ensemble des secteurs de l'action publique, mais plutôt de comprendre comment une idéologie – comprise au sens Gramscien du terme – au cours de sa diffusion va évoluer et donner lieu à des réappropriations variées suivant les lieux et les périodes. Enfin, le dernier point important concerne les rapports entre cet agenda de recherche et celui sur le post-fordisme qui était dominant dans les années 1990. L'analyse des processus de néolibéralisation se situe dans un lien de filiation très net avec les travaux sur le post-fordisme. Elle constitue d'ailleurs, à notre sens, une tentative de dépassement de ces travaux (Béal et Rousseau, 2008), en essayant de préciser le contenu (néolibéral) du post-fordisme et surtout en cherchant à affiner ce

⁹ Cette formule renvoie bien évidemment aux travaux de Joseph Schumpeter sur l'évolution du capitalisme. Pour ce dernier, la destruction créatrice est l'une des caractéristiques essentielles du capitalisme, qui, lors de ses mues, se débarrasse de l'inutile, de l'obsolète, bref du non-compétitif, pour se réorienter vers des secteurs et des activités plus dynamiques. Si l'on suit D. Harvey (2005), ce processus de destruction créatrice est également central dans la compréhension des processus de néolibéralisation.

¹⁰ Cette caractéristique fait, à l'inverse, cruellement défaut aux travaux français de science politique sur la ville qui, en raison de la diversité des approches – approche cognitive, sociologie des organisations, socio-histoire, etc. – et des objets, souffrent souvent d'un manque de cumulativité.

concept, notamment en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un état, mais plutôt d'un processus en constante évolution, qui s'avère contingent spatialement et temporellement. C'est précisément cette contingence temporelle que nous allons questionner dans le paragraphe suivant.

1.2. Une volonté de périodiser un processus en constante évolution

L'un des intérêts majeurs de l'analyse des processus de néolibéralisation se situe dans le souci qu'ont les auteurs travaillant sur ces questions de périodiser l'évolution des formes et des contenus des projets néolibéraux, évolution qui semble être particulièrement saillante à l'échelle urbaine. « *The essential point [...] is that these mutations of neoliberalism have unfolded in particularly pronounced forms within major cities and city-regions* » (Brenner et Theodore, 2002, p. 25). Cette question de la périodisation semble aujourd'hui centrale dans la recherche urbaine anglo-saxonne. Dans un article de synthèse récent, Neil Brenner considérait que la « *periodization represents one of the most challenging and exciting frontiers for current research on state rescaling: it requires a careful synthesis of theoretical argumentation, meso-level interpretation and concrete research, as well as sustained attention to the methodological logics and comparative horizons* » (Brenner, 2009, p. 134). Selon cet auteur, la question de la périodisation des phénomènes étudiés constitue même l'un des trois enjeux principaux de l'avenir des travaux d'économie politique aux côtés des enjeux d'ordre méthodologique et comparatif.

La périodisation suggérée pour appréhender les processus de néolibéralisation à l'échelle urbaine comporte trois phases principales¹¹ (Brenner et Theodore, 2002 ; Peck et Tickell, 2002). La première phase – qualifiée de proto-néolibéralisme – est celle de la remise en cause du régime d'accumulation fordiste et de l'Etat comme échelle principale de régulation. Durant cette phase qui correspond aux années 1970, les villes commencent à devenir des acteurs centraux de la régulation. Comme l'expliquent Brenner et Theodore : « *Cities became battlegrounds in which preservationist and modernizing alliances struggled to influence the form and trajectory of urban restructuring* » (Brenner et Theodore, 2002, p. 26). Cette période fut celle de la dislocation des systèmes productifs locaux, notamment dans les villes industrielles, et des prémices de l'invention de politiques locales de développement économique dont l'objectif était encore de « *promote renewed growth from below while maintaining established sociopolitical settlements and redistributive arrangements* » (Brenner et Theodore, 2002, p. 26).

¹¹ Dans cette présentation de la périodisation proposée par les travaux sur la « néolibéralisation », nous exemplifierons les trois phases par des éléments factuels tirés du cas britannique qui est considéré par beaucoup comme le « *heartland* » du néolibéralisme (Peck et Tickell, 2007)

La seconde phase – qualifiée de « *roll-back neoliberalism* » – débute au tournant des années 1980. La « révolution conservatrice » qui s'opère à cette période et voit l'élection de R. Reagan aux Etats-Unis et M. Thatcher au Royaume-Uni va provoquer une transformation profonde des rapports villes/Etats et des politiques urbaines. Sous l'influence de *think tanks* divers, les élites politiques se convertissent progressivement aux dogmes de la théorie économique néo-classique et aux recettes néolibérales. Au Royaume-Uni, cette conversion va entraîner une mise sous tutelle des municipalités qui se voient imposer une série de mesures de limitation des dépenses publiques, ainsi qu'un contrôle renforcé sur la base d'indicateurs de performance. Cette période se caractérise également par le lancement de différents programmes nationaux visant à mettre le marché au cœur des politiques urbaines. Les conséquences de cette double évolution sont bien connues. Au début des années 1990, la création d'un « *good business climate* » devient l'horizon indépassable de la plupart des politiques urbaines qui, dans un contexte de concurrence interurbaine accrue, cherchent avant tout à transformer la ville pour la rendre plus attractive. Ainsi, cette phase de *roll-back* s'apparente à un démantèlement des institutions héritées du keynésianisme. Le rôle des municipalités dans la fourniture de service, l'importance des technostructures locales, la place centrale des syndicats, etc., sont systématiquement visés par les politiques urbaines nationales dont l'objectif est de mettre fin au compromis fordiste qui œuvrait depuis l'après-guerre.

Enfin, une troisième phase – qualifiée de « *roll-out neoliberalism* » – s'ouvre à la fin des années 1990. Cette phase correspond à l'arrivée de T. Blair et B. Clinton qui proposent une version plus « soft » du néolibéralisme. A l'échelle urbaine, cette période se traduit par une restructuration des politiques, des instruments, etc., s'attachant à « réparer » les échecs de la phase précédente tout en institutionnalisant les grandes tendances apparues au cours de la phase de *roll-back*. Ainsi, par différents mécanismes de compensation (« *flanking mechanisms* ») les villes devinrent le lieu d'une gestion de crise (Jones et Ward, 2002) du néolibéralisme sauvage prôné lors de la première phase. Concernant les agendas urbains, la montée en puissance, au tournant des années 2000, des discours sur l'*empowerment* des communautés, de celui sur le développement durable, etc., sont des exemples de ces formes plus « douces » de néolibéralisation qui visent à étendre les logiques de marché à des domaines qui jusque là en étaient exclus. De la même manière, l'introduction de nouvelles structures institutionnelles de gouvernance – notamment les *Urban Regeneration Companies* ou les *Local Strategic Partnerships* – visant à rendre plus cohérent un paysage institutionnel rendu extrêmement fragmenté par la succession de programmes étatiques à destination des villes, peut être vu comme participant à ce mouvement d'ensemble visant à pallier les échecs de la gouvernance et du marché. N. Brenner et N. Theodore résument bien cette période. Selon eux, « *The conditions for promoting and maintaining economic competitiveness were reconceptualized by many urban political and economic elites to include diverse administrative, social, and ecological criteria [...] The institutionally destructive neoliberalisms of the 1980s were thus apparently superseded by qualitatively new forms of neoliberal localization that actively addressed the problem of establishing nonmarket forms of coordination and cooperation through which to sustain the accumulation process* » (Brenner et Theodore, 2002, p. 27).

L'identification de ces trois périodes constitue l'un des intérêts principaux de l'analyse des processus de néolibéralisation. Il s'agit bien évidemment de types idéaux qui ne peuvent pas s'appliquer, dans leur forme pure, à l'ensemble des villes européennes, mais qui ont pour objectif de mettre au jour les grandes tendances à l'œuvre dans l'évolution du processus de néolibéralisation. Certains auteurs comme J. Peck mettent d'ailleurs en garde contre les « *the fallacies of monolithism or convergence thinking* ». Selon lui, « *While the neoliberalism discourses and strategies that are mobilized in different settings share certain family resemblances, local institutional context clearly (and really) matters in style, substance, origins and outcomes* » (Peck, 2004, p. 403). Ainsi, les travaux sur la néolibéralisation tentent de se démarquer d'une certaine frange de la littérature radicale qui considère qu'on assiste à une uniformisation ou une standardisation du contenu et des formes de l'action publique urbaine. Au contraire, le souci de périodisation qui est présent dans ces travaux permet de rendre visibles les dynamiques de différenciation suivant les périodes et suivant les lieux.

1.3. « *Bringing the State back in* ». Le renforcement des capacités d'intervention de l'Etat.

De manière intuitive, il serait possible d'imaginer que l'agenda de recherche sur les processus de néolibéralisation n'attribue qu'une place secondaire au rôle que peuvent jouer les Etats. En effet, en théorie, le néolibéralisme n'établit-il pas que le jeu du marché libère les forces économiques, mais également sociales, face à l'ingérence d'un Etat présenté comme liberticide ? Pourtant, ces travaux accordent une place centrale à l'Etat. Loin de se limiter à une idéologie du laissez-faire et du démantèlement de l'Etat, ils considèrent que la néolibéralisation s'apparente à un processus de « *mobilization of state power in the contradictory extension and reproduction of market(-like) rule* » (Tickell and Peck, 2003, p.166). Donc, l'un des éléments centraux de cette approche est d'essayer de comprendre la restructuration récente de l'Etat, son impact sur les villes et son rôle dans la mobilisation et la diffusion de l'idéologie néolibérale.

Comme nous venons, de le dire, la néolibéralisation, loin d'être le signe d'un retrait de l'Etat s'accompagne, notamment au Royaume-Uni, d'un renforcement des capacités d'intervention de l'Etat qui passe entre autres par le développement d'une bureaucratie extrêmement autoritaire et par l'affirmation d'un Etat central omniprésent. Ainsi, et même si ce constat ne semble pas nouveau, le retrait de l'Etat si souvent annoncé par les chercheurs en sciences sociales dans les années 1990 ne s'est pas produit. S'il y eut retrait de l'Etat, il vaudrait mieux parler du retrait d'un certain type d'Etat – celui que Bob Jessop qualifie de « *Keynesian Welfare National State* » – au profit d'un autre – le « *Schumpeterian Competitive Post-National State* » (Jessop, 1993) – dont l'objectif est moins la redistribution sociale et spatiale que la recherche de la compétitivité des territoires. Ce constat se retrouve très nettement dans les propos d'E. Swyngedouw pour qui « *contrary to what its ideology sustains, conservative liberalism is not against the state intervention ; rather it seeks to reorient state intervention away from monopoly market regulation, towards supporting economic growth and competitiveness* » (Swyngedouw et al., 2005, p. 33).

Très clairement, l'Etat se reconfigure plus qu'il ne décline dans les processus de néolibéralisation. Plusieurs pistes sont ouvertes par ces travaux pour essayer de comprendre cette recomposition. La première piste, renvoie aux travaux de N. Brenner sur le « *political rescaling* » et s'intéresse à la manière dont l'Etat va stratégiquement chercher de nouvelles échelles pour assurer son redéploiement et par la même pour faciliter l'accumulation du capital. Cette géographie dynamique du néolibéralisme semble pour l'instant privilégier les grandes villes (Ward et Jonas, 2006). La seconde piste de recherche est relative aux causes du changement. Ces travaux permettent de mettre en avant le rôle moteur que peuvent jouer les « échecs » ou les « crises » – de la régulation ou de la gouvernance (« *regulatory or governance failures* ») – dans les transformations du processus de néolibéralisation. Sur ce point, les travaux de M. Jones et K. Ward viennent apporter un contrepoint intéressant aux analyses des processus de néolibéralisation. En se focalisant sur les politiques urbaines britanniques, ils montrent de manière très convaincante comment les villes ont acquis, au tournant des années 1980, un rôle de gestion de crise (« *crisis-management role* »). En mobilisant les travaux de J. Habermas et C. Offe, ils arrivent à la conclusion que les politiques urbaines ont pour fonction de gérer les contradictions des précédentes interventions de l'Etat. Ils en déduisent ainsi que l'Etat n'agit pas tant en réponse aux crises économiques ou aux crises d'accumulation, « *but to crises in the rationality and legitimacy of the state and its intervention* » (Jones et Ward, 2002, p. 480). Enfin, ces travaux permettent aussi d'analyser comment la diffusion extrêmement rapide des dogmes du *New Public Management* a permis à l'Etat de renforcer sa capacité d'intervention sur la société. La mise en place d'indicateurs de performance extrêmement contraignants, le développement d'agences diverses aux échelles locales et nationales, la montée en puissance des « bonnes pratiques », etc., sont autant d'éléments qui permettent de comprendre comment l'Etat a renforcé sa capacité à définir ce qui est faisable et « délivrable » (Peck et Tickell, 2007 ; Swyngedouw, 2007)

Ce volet de l'analyse des processus de néolibéralisation qui considère que le rôle de l'Etat n'a pas diminué, mais s'est au contraire renforcé fait écho à un certain nombre de recherches françaises qui ont mis en avant le nouveau rôle joué par les Etats¹². Les travaux récents de Patrick Le Galès sur l'Etat britannique sont explicites à ce sujet. Il montre comment, par la création de nouveaux instruments d'action publique, les Etats ont, d'une part renforcé leur capacité d'intervention sur la société et d'autre part imposé l'avènement d'une société de marché (Le Galès et Faucher-King, 2007 ; Le Galès et Scott, 2009). Il en va de même pour les travaux de Renaud Esptein qui a très clairement montré comment, autour des politiques de rénovation urbaine, les rapports villes/Etat s'étaient reconfigurés à l'avantage du second. Certes, comme le montre l'auteur, l'Etat central français s'est « retiré » des territoires en termes d'intervention financière, mais ce retrait a été synonyme de l'émergence d'un modèle de gouvernement à distance dans lequel il

¹² On retrouve également des conclusions similaires dans d'autres travaux internationaux de science politique comme par exemple ceux d'A. Gamble qui montra que la période Thatcher se caractérisait par un mariage entre une « une économie libre et Etat fort » (Gamble, 1994), ceux de Jonah Levy sur les formes émergentes d'intervention de l'Etat (Levy, 2006) ou encore l'ouvrage récent de T. Skocpol et P. Pierson qui développent l'idée suivant laquelle la montée des valeurs conservatrices aux Etats-Unis s'est accompagnée d'un renforcement de l'Etat et des programmes fédéraux (Pierson et Skocpol, 2007)

dispose d'une capacité renouvelée de contrainte et d'organisation de la compétition entre les territoires (Epstein, 2005). On le voit donc, même si les approches ne sont pas en tous points similaires, l'analyse des processus de néolibéralisation pourrait servir de complément adéquat à tout un pan de la recherche française en science politique.

2. Retour critique sur la notion de néolibéralisation

L'analyse des processus de néolibéralisation par la recherche urbaine radicale s'avère, à bien des égards, extrêmement stimulante pour la compréhension de l'évolution du contenu et des formes de l'action publique urbaine. La volonté de produire un cadre d'analyse sophistiqué, dynamique, susceptible de s'adapter aux contextes politico-institutionnels, etc., dénote avec le caractère parfois « simpliste » de certains travaux critiques classiques. Pour autant, ce cadre d'analyse n'est pas dénué de problèmes. Il souffre de nombreuses limites qui correspondent à la fois aux limites traditionnelles des travaux d'inspiration marxiste (Pickvance, 1995) et également à des limites plus spécifiques du concept de « néolibéralisation ». Dans cette partie nous allons étudier deux limites majeures de ces travaux¹³ : le caractère peu opératoire de ce concept et sa faiblesse explicative.

2.1. Un concept peu opératoire

La littérature relative aux *Urban Studies* possède une longue histoire de concepts globalisants dont le contenu s'avère difficile à circonscrire. Par exemple, les concepts de post-fordisme ou de postmodernité, qui furent dominants dans les années 1990, firent l'objet de nombreuses critiques quant à leur flou et leur niveau d'abstraction. Il semble aujourd'hui que les travaux sur les processus de néolibéralisation sont susceptibles de tomber dans les mêmes travers. Cette tension entre force évocatrice et faiblesse opérationnelle se retrouve de manière explicite dans les propos d'Allan Cochrane, pour qui « *approaching*

¹³ Nous ne développerons – en raison de son faible intérêt – la critique portant sur le caractère scientifique du concept de néolibéralisation faite par certains chercheurs comme Clive Barnett. Pour ce dernier, « *For all its apparent critical force, the vocabulary of 'neoliberalism' and 'neoliberalization' in fact provides a double consolation for leftist academics: it supplies us with plentiful opportunities for unveiling the real workings of hegemonic ideologies in a characteristic gesture of revelation. In so doing, it invites us to align our own professional roles with the activities of various actors 'out there', who are always framed as engaging in resistance or contestation* » (Barnett, 2005, p. 9-10).

urban policy through the prism of neo-liberalism is helpful, particularly because it enables and encourages us to move beyond the details of particular cases to identify not only broader patterns of change but also more fundamental drivers of change. However, there is always a danger that such an overarching approach may simply be taken for granted as encapsulating the nature of contemporary politics so that everything that actually takes place is taken to exemplify neo-liberalism, in an almost circular fashion » (Cochrane, 2008, p. 124). Concernant le flou du concept de néolibéralisation, deux éléments sont importants à mentionner.

Premièrement, le concept de « néolibéralisation » ne semble pas disposer de certains critères de « validité » d'un concept identifiés par les travaux de méthodologie des sciences sociales. Selon ces travaux, les concepts recouvrent deux propriétés : l'intension et l'extension. L'intension renvoie aux caractéristiques que le concept recouvre, tandis que l'extension correspond à l'étendue des éléments empiriques auxquels il est susceptible de s'appliquer (Sartori, 1970). En l'espèce, le concept de néolibéralisation souffre d'un grave problème de « *concept stretching* » en ce sens que son extension est beaucoup trop importante. En effet, il va tour à tour être mobilisé pour expliquer les évolutions du capitalisme global et de son ancrage territorial, celles des stratégies étatiques ou encore les transformations du contenu et de la manière de produire les politiques urbaines. Plus grave encore, si l'on s'en tient à l'échelle de la ville, le concept de néolibéralisation va pouvoir être mobilisé pour expliquer la conversion des élites politiques urbaines à l'entrepreneuriat, l'implication croissante des acteurs privés dans la gouvernance, l'élitisation des processus décisionnels et son corollaire la dépolitisation, les processus de gentrification, le transfert des stocks de logements sociaux vers des opérateurs privés, l'économisation des politiques urbaines d'environnement, etc. Bref, on le voit, le flou de ce concept contribue à une utilisation non contrôlée qui est d'ailleurs dénoncée par ses concepteurs¹⁴. Si cette caractéristique peut s'expliquer – un peu à l'image du concept d'europanisation (Radaelli, 2000) – par la jeunesse de la notion de néolibéralisation et par son succès, elle n'en reste pas moins un problème important, que les travaux récents sur la néolibéralisation n'ont pas réglé.

Deuxièmement, les travaux sur la néolibéralisation se caractérisent par un flou qui, s'il est sans doute à l'origine de leur succès, pose problème. Nous avons déjà mentionné le caractère faiblement unifié des analyses du processus de néolibéralisation. Cette absence d'unification est renforcée par le manque de solidité de certains sous-concepts mobilisés dans ces travaux. Parmi les nombreux exemples¹⁵, la notion

¹⁴ Dans un article récent, Neil Brenner déplore l'absence d'ancrage empirique des travaux sur la néolibéralisation et le flou conceptuel qui les entoure : « *My participation in several recent international scholarly conferences in geography (AAGs, Boston, April 2008) and urban studies (RC21/ISA, Tokyo, December 2008), where the concept of rescaling was often used synonymously with equally ill-defined notions such as restructuring, neoliberalization and globalization, reinforced my concern regarding these tendencies within the published literature* » (Brenner, 2009, p. 136)

¹⁵ Un autre exemple concerne la notion d'« échec » et de « crise » qui est considérée comme l'un des moteurs principaux du changement. Ces notions ne sont jamais vraiment spécifiées dans les travaux sur la néolibéralisation et on aimerait, par exemple, qu'elles soient confrontées de manière plus systématique avec la

d' « Etat » nous semble particulièrement révélatrice des difficultés des travaux néo-marxistes à proposer une définition précise de certains concepts. Comme le note Gilles Pinson : « *Les approches néo-marxistes noient dans un ensemble indifférencié, appelé selon les cas 'Etat' ou 'statehood', des niveaux institutionnels – locaux, régionaux, stato-nationaux, supranationaux – qui peuvent aussi être dans des rapports de concurrence quand bien même il serait liés entre eux par des rapports de tutelle ou d'interdépendance* » (Pinson, 2009, p. 25). Ce biais – caractéristique des analyses marxistes de l'Etat qui euphémisent souvent les tensions internes à la structure étatique – est problématique en ce qui concerne l'apport, pour la science politique urbaine, de l'agenda de recherche sur la néolibéralisation. Il est parfois difficile de cerner quel est le rôle véritablement joué par les acteurs locaux dans ces processus et quelle est leur marge de manœuvre. Ainsi, trop souvent, ces travaux donnent à voir une absence d'autonomie des municipalités qui, si elle prend sens dans le contexte anglo-saxon de recentralisation continue des rapports villes-Etat depuis la fin des années 1970, s'applique mal à certains contextes institutionnels comme celui de la France par exemple.

2.2. Une dimension explicative limitée

« *It would be particularly helpful, in this regards, if commentators who use the words neoliberal, neoliberalism and neoliberalization [...] were prepared to say precisely what they mean by them, which economic and social interests advance them, through what mechanism and with what effects. In the absence of such clarity, the danger is that they continue to be used as catch-all terms of abuse by 'progressive' critics rather than concepts that are useful for empirical research* » (Harding, 2007, p. 455). Ces propos d'Alan Harding résument parfaitement toutes les difficultés rencontrées par les travaux sur l'analyse des processus de néolibéralisation pour dépasser le stade de la description – aussi fine et sophistiquée qu'elle soit – et parvenir à celui de l'explication. En effet, si la force évocatrice de la notion de néolibéralisation ne fait pas de doute, et si la description proposée par les chercheurs néomarxistes s'avère très stimulante, son caractère explicatif – en dehors de l'influence des transformations du capitalisme – n'en est pas moins assez faible.

Trois limites semblent évidentes par rapport à ces travaux. La première limite concerne la dimension « sociologique » de ces travaux. A l'instar de B. Jouve discutant le concept de « *political rescaling* » (Jouve, 2007), il est possible de s'interroger sur les intérêts sociaux, économiques et même politiques qui sont à l'origine de ces transformations des processus de néolibéralisation. Si l'on commence à bien connaître la manière dont cette idéologie s'est déployée – notamment par l'intermédiaire des « *Chicago Boys* » – dans les grands organismes internationaux et dans la plupart des pays occidentaux (Harvey, 2005 ; Klein, 2008),

littérature en science politique sur les « *governance failures* » (Jessop, 1999) ou sur l'ingouvernabilité des sociétés contemporaines (Mayntz, 1993).

il est plus difficile de comprendre comment à l'échelle urbaine ces processus se sont diffusés, quels groupes sociaux sont à l'origine de ces dynamiques, etc. A titre d'exemple, il est légitime de penser que les processus de néolibéralisation, censés favoriser l'épanouissement des activités économiques, ne bénéficient pas de manière égale à l'ensemble des intérêts économiques. En effet, on sait aujourd'hui, que les politiques urbaines et économiques des différents gouvernements Thatcher n'ont pas avantagé également tous les acteurs économiques. Bien au contraire, les *Tories* valorisaient la figure de l'entrepreneur schumpetérien – souvent symbolisé par le promoteur immobilier – au détriment des acteurs économiques plus traditionnels, par exemple, à l'échelle urbaine, les chambres de commerce ou encore les syndicats patronaux comme la *Confederation of British Industry*. Ainsi, il serait intéressant que les travaux sur la néolibéralisation s'attachent à comprendre de manière plus fine quels intérêts et quels acteurs sont privilégiés au détriment de quels autres.

Deuxièmement, les travaux sur la néolibéralisation restent décevants quant à l'explication des mécanismes par lesquels ces processus adviennent. Il manque souvent une description détaillée de la manière par laquelle ces processus évoluent. Comme le reconnaît N. Brenner « *in my analysis, the 'transition rules' governing western European rescaling processes were not adequately explored on a concrete level and thus deserve further empirical attention* » (Brenner, 2009, p. 132). On aimerait, par exemple, savoir par quels mécanismes les agendas urbains ont évolué entre la période de *roll-back* et de *roll-out*. Est-ce que, comme semblent le sous-entendre les travaux néomarxistes, il s'agit simplement d'une évolution des formes de capitalisme qui se répercute à l'échelle urbaine ou d'une volonté de l'Etat de répondre aux échecs de ses interventions précédentes, ou alors est-ce que, comme ont pu le montrer d'autres auteurs, ces processus de transformations des agendas urbains peuvent être liés à des transformations des sociétés urbaines qui elles-mêmes rejaillissent sur les formes de légitimité et les modes d'action des élites politiques urbaines (Pinson, 2009) ? On voudrait aussi comprendre comment les crises ou les échecs des interventions publiques débouchent sur des changements. Comment la prise de conscience de ces échecs s'opère-t-elle ? Sur quelle mobilisation est-elle susceptible de déboucher ? Assiste-t-on à la marginalisation ou à l'inverse à la montée en puissance de certains acteurs ou groupes d'acteurs autour de ces « *crisis-managements* » ?

Enfin, l'agenda de recherche portant sur la « néolibéralisation » souffre à l'instar des travaux d'économie politique de la faible attention portée aux facteurs politiques à l'origine des processus décrits. En effet, la dimension politique s'avère être l'un des angles morts des approches d'économie politique sur la ville (Le Galès, 2006). Certes, ces travaux accordent une place importante aux idéologies et à leur influence sur la recomposition des Etats et sur la nature des politiques urbaines, mais à l'inverse ils évacuent trop souvent des questions essentielles pour comprendre les processus de transformations des Etats ou des villes telles que la compétition politique, les ressources mobilisées dans cette compétition ou encore les tensions susceptibles de traverser les institutions politiques comme l'Etat ou les institutions locales¹⁶. Toutes ces

¹⁶ Chris Pickvance dresse un constat similaire dans son analyse des travaux marxistes portant sur la ville : « *Marxian theory has offered alternative answers to existing questions and has placed new questions on the agenda, (...) but has left many questions unaddressed. (...) Marxian writing has diverted attention from the study of political parties, elections and voting behaviours, and from the study of the internal functioning of the local state* » (Pickvance, 1995, p. 272).

questions restent – en raison du niveau d'abstraction – sans véritable réponse dans les travaux sur la néolibéralisation, ce qui nuit à la dimension explicative de ce cadre d'analyse. Dès lors, la description des mécanismes par lesquels se produisent ces processus de néolibéralisation est encore trop limitée pour permettre une explication convaincante qui ne s'apparente pas à une analyse sélective – omettant certaines variables – de la réalité.

3. Conclusion

Les travaux d'économie politique portant sur les processus de néolibéralisation font désormais partie des travaux incontournables de la littérature des *Urban Studies*. En dépit de leur caractère extrêmement « séduisant », ces théories souffrent de nombreux problèmes – flou des concepts, faiblesse explicative, déterminisme économique, etc. – qui viennent limiter l'intérêt de leur importation dans le champ français d'analyse de la ville et plus particulièrement dans la science politique française. Pourtant, en mettant le doigt sur les mécanismes de domination et les inégalités produites par les politiques urbaines, en permettant de comprendre l'influence des transformations du capitalisme sur le contenu et les formes de l'action publique, en ouvrant de nouvelles pistes de recherche relatives aux recompositions de l'Etat, etc., cet agenda de recherche serait susceptible de compléter utilement les travaux de science politique française sur la ville et de combler certains de leurs angles morts. En faisant un effort, de consolidation et d'ancrage empirique des théories néomarxistes sur la néolibéralisation (Béal et Rousseau, 2008), la science politique française pourrait de son côté apporter une lecture plus fine de certains mécanismes à l'œuvre dans la transformation des villes et de leur gouvernance, et ainsi dépasser la vision largement répandue et erronée qui considère les travaux néomarxistes comme « simplificateurs » ou « militants ».

Ainsi, nous pensons que les limites des travaux sur la néolibéralisation, qui sont sensiblement les mêmes que celles des travaux d'économie politique sur la ville, ne sont pas à l'origine de la faible réappropriation des concepts produits dans la littérature sur les *Urban Studies*. Les raisons de cette absence de dialogue sont vraisemblablement plus à chercher du côté de la structuration différenciée de ces deux champs académiques qui impacta la manière dont les chercheurs appartenant à ces deux univers construisent leurs objets de recherche. En effet, les univers académiques de la science politique française et des *Urban Studies* s'appuient respectivement sur deux conceptions distinctes de la ville. Depuis les années 1980, le premier s'est cantonné dans une étude du local¹⁷ visant à comprendre l'évolution des

¹⁷ Le maintien du qualificatif « local » en France est donc un signe de cette trajectoire singulière qu'ont suivi les travaux de science politique portant sur la ville, qui considèrent principalement la ville comme un lieu de transformation du politique. Ce caractère singulier est éclairé par les propos de Peter John pour qui : « *In Europe since the 1970s, there has been a move to replace the use of the term 'local' with 'urban', partly to emulate US intellectuals endeavours, but also to signal that local politics is not as a previous generation of scholars assumed it was; that is mainly about describing local political institutions and expressing the ideal of local self-government. Urban is associated with the importance of city processes, such as populations movements, employment*

rappports centre/périphérie, la transformation du rôle et les modes d'action des élus locaux, et plus récemment la territorialisation des politiques publiques et les changements d'échelles. Bref, la science politique française s'est focalisée sur une dimension de la ville, à savoir l'échelon local comme espace de transformation du politique. A l'inverse, les *Urban Studies* ont continué à appréhender l'évolution de la ville – comprise comme un fait social total – dans ses dimensions politique, sociale et économique. Ainsi, alors que les *Urban Studies* considèrent la ville comme un objet d'étude singulier avec ses propres problématiques et questions de recherche, la science politique française, à quelques exceptions près¹⁸, voit plus le local comme un objet parmi d'autres permettant de répondre aux questions classiques de la science politique – la question de l'autorité, celle des rapports intergouvernementaux, la question des élites, etc. – et pouvant être étudié avec les méthodes et les cadres interprétatifs utilisés pour analyser d'autres objets.

En France, plus généralement, la perte d'influence du marxisme structuraliste¹⁹ dans l'analyse des politiques urbaines au début des années 1980 a contribué, sans doute, à approfondir la coupure entre travaux francophones et anglophones sur la ville. Dans une contribution récente portant sur la place de la pensée critique dans la recherche urbaine française, Bernard Jouve pointait l'incapacité des chercheurs français à mobiliser les travaux anglophones sur la ville. « *On peut surtout regretter la frilosité des chercheurs français publiant sur la ville, obnubilés par des questions qui apparaissent, au mieux comme exotiques, au pire comme des non-objets scientifiques pour nos confrères anglophones. On peut y voir la marque d'une génération entière de chercheurs qui a tourné le dos à toute pensée radicale, parfois sans même en connaître les auteurs fondamentaux et qui place son activité professionnelle sur le registre de l'expert spécialiste d'un objet limité et non sur celui de l'engagement intellectuel et politique* » (Jouve, 2009). Espérons qu'à l'avenir cette situation s'atténue. Le développement récent des questionnements relatifs aux processus de gentrification ou aux inégalités écologiques dans les milieux académiques français semble être un signe d'une évolution qui pourrait prendre la forme d'une réappropriation distanciée et constructive des travaux anglo-saxons sur la ville.

changes, and the political conflicts that arise from the intensity of economic competition and ethnic diversity of many cities, something that is heightened by the increasing urbanisation of modern life across the world » (John, 2009, p. 17-18).

¹⁸ Parmi les travaux francophones de science politique se nourrissant, avec précaution, de la littérature anglo-américaine sur la ville on pourra citer ceux de Le Galès, Jouve, Lefèvre ou encore Pinson.

¹⁹ Le courant marxiste était dominant dans la recherche urbaine française des années 1960 et du début des années 1970. Les travaux de Castells, Lefebvre ou plus largement ceux des chercheurs du Centre de Sociologie Urbaine (Godard, Lojkine, Preteceille, Topalov, etc.) constituaient alors la majeure partie de la production francophone et bénéficiaient d'une visibilité internationale forte, renforcée par la création de l'*IJURR* à la fin des années 1970. La disparition de la recherche urbaine marxiste s'est faite progressivement à partir de la fin des années 1970 en raison d'une part du tarissement des financements étatiques et d'autre part du déplacement des objets de recherche. Comme l'explique E. Preteceille : « *le social a succédé à l'urbain pour beaucoup* » (Preteceille et Briquet, 1989, p. 29).

Bibliographie

- Aglietta M. (1977), *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Odile Jacob.
- Barnett C. (2005), « The consolation of 'neoliberalism' », *Geoforum*, n°36.
- Béal V., Rousseau M. (2008), « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni. Une approche comparative », *Métropole*, n°4, pp. 160-202.
- Bourdieu P. (1998), *Contre-feux*, Paris, Raison d'agir.
- Boyer R. (1986), *Théorie de la régulation. Une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- Brenner N., Theodore N. (2002) (Eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell.
- Brenner N., Theodore N. (2002), « Cities and the Geographies of 'Actually Existing Neoliberalism' », in Brenner, N., Theodore, N. (Eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell.
- Brenner N. (2004), *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press.
- Brenner N., Theodore N. (2007), « Neoliberalism and the Regulation of 'Environment' », in Heynen N., McCarthy J, Prudham S., Robbins P. (Eds.), *Neoliberal Environments: False Promises and Unnatural Consequences*, Guilford, New-York.
- Brenner N. (2009), « Open Questions on State Rescaling », *Cambridge Journal on Regions, Economy and Society*, Vol. 2, p. 123-139.
- Cochrane A. (2008), *Understanding Urban Policy. A Critical Approach*, Blackwell, Londres.
- Dardot P., Laval C. (2008), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.
- Dixon K. (1999), *Les évangélistes du marché*, Paris, Raisons d'agir.
- Epstein R. (2005), « Gouverner à distance. Quand l'État se retire des territoires », *Esprit*, n°319.
- Gamble A. (1994), *The Free Economy and the Strong State: The Politics of Thatcherism*, Basingstoke, Macmillan.
- Geddes M. (2006), « Partnership and the Limits to Local Governance in England: Institutional Analysis and Neoliberalism », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 30 (1), pp. 76-97.

Geddes M. (2009), « Marxism and Urban Politics », in Davies J., Imbrosio D. (Eds.), *Theories of Urban Politics – Second Edition*, Sage, London.

Gill S. (1995), « Globalisation, market civilisation and disciplinary neoliberalism », *Millenium*, n°24, p. 399-423.

Gough J. (2002), « Neoliberalism and Socialisation in the Contemporary City: Opposites, Complements and Instabilities », in Brenner, N., Theodore, N. (Eds.), *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell.

Harding A. (2007), « Taking City Regions Seriously? Response to Debate on 'City-Regions: New Geographies of Governance, Democracy and Social Reproduction' », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 31 (2).

Harvey D. (1989), « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism », *Geographiska Annaler B*, Vol. 71 (1), pp. 3-17.

Harvey D. (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press.

Jessop, B. (1993), « Towards a Schumpeterian workfare state? Preliminary remarks on Post-fordist political economy », *Studies in Political Economy*, Vol. 40.

Jessop B. (1999), « The Dynamics of Partnership and Governance Failure », in Stoker G. (Ed.), *The New Politics of Local Governance in Britain*, Oxford, Oxford University Press.

Jessop B. (2002), « Liberalism, Neoliberalism and Urban Governance: A State-Theoretical Perspective », *Antipode*, Vol. 34 (3).

Jobert B. (2004) (Dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, L'Harmattan, Paris.

John, P. (2009), « Why study urban politics? », in Davies J., Imbrosio D. (Eds.), *Theories of Urban Politics – Second Edition*, London, Sage.

Jonas A., Ward K. (2007), « There's more than one way to be 'serious' about City-Region », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 31 (3).

Jones M., Ward K. (2002), « Excavating the logic of British urban policy: Neoliberalism as the 'Crisis of Crisis-Management' », *Antipode*, Vol. 34 (3).

Jouve B. (2007), « Le 'political rescaling' pour théoriser l'Etat et la compétition territoriale en Europe », in Faure A., Leresche J-P., Muller P., Nahrath S. (Dir.), *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*, Paris, L'Harmattan.

Jouve B. (2009), « Ville : le grand retour de la pensée critique », *Place Publique*, n°15, mai 2009.

Klein N. (2008), *La stratégie du choc. La montée du capitalisme du désastre*, Actes Sud.

Krueger R., Gibbs D. (2007) (Eds.), *The Sustainable Development Paradox: Urban Political Economy in United States and Europe*, Guilford Press, New York.

Larner W. (2000), « Neo-liberalism: Policy, Ideology, Governmentality », *Studies in Political Economy*, n°63, p. 5-26.

Le Galès P. (2006), « New state spaces in Europe? », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 30 (3).

Le Galès P., Faucher-King F. (2007), *Tony Blair, 1997-2007. Le bilan des réformes*, Paris, Presses de Sciences-Po.

Le Galès P., Scott A., « La révolution bureaucratique britannique. Autonomie sans contrôle ou freer actors more rules », *Revue française de sociologie*, 2009.

Leitner H., Peck J., Sheppard E. (2007), *Contesting Neoliberalism: Urban Frontiers*, Guilford Press, New York.

Levy J. (2006), *State after Statism: New State Activities in the Age of Liberalization*, Harvard, Harvard University Press.

Mayntz R. (1993), « Governing failures and the problem of governability: some comments on a theoretical paradigm », in Kooiman J. (Ed.), *Modern Governance*, London, Sage.

Peck J, 2001, « Neoliberalizing States », *Progress in Human Geography*, Vol. 25 (2), p. 445-455.
Peck J., Tickell A. (2002), « Neoliberalizing Space », *Antipode*, Vol. 34 (3).

Peck J. (2004), « Geography and public policy: construction of neoliberalism », *Progress in Human Geography*, Vol. 28 (3).

Peck J., Tickell A. (2007), « Conceptualizing Neoliberalism, Thinking Thatcherism », in Leitner H., Peck J., Sheppard E., *Contesting Neoliberalism: Urban Frontiers*, Guilford Press, New York.

Peck J. (2008), « Remaking laissez-faire », *Progress in Human Geography*, Vol. 32 (1), p. 3-43.

Pickvance C. (1995), « Marxist Theories of Urban Politics », in Judge D., Stoker G., Wolman H. (Eds.), *Theories of Urban Politics*, London, Sage, pp. 253-276.

Pierson P. (2000). « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, vol. 94 (2).

Pierson P., Skopol, T. (2007), *The Transformations of American Politics, Activist Government and the Rise of Conservatism*, Princeton, Princeton University Press.

Pinson G. (2009), *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Presses de Sciences Po, Paris.

Preteceille E., Briquet J-L. (1989), « Les marxistes et la question urbaine », *Politix*, Vol. 2 (7).

Radaelli C. (2000), « Whither Europeanization? **Concept stretching** and substantive change », *Policy Studies Association*, (<http://eiop.or.at/eiop/texte/2000-008a.htm>).

Raisons Politiques (2007), « Néolibéralisme et responsabilité », Vol. 28 (4).

Sartori S. (1970), « Concept misformation in comparative politics », *American Political Science Review*, Vol. 63 (4).

Swyngedouw E., Moulaert F., Rodriguez A. (2005), « Urban Restructuring, Social-Political Polarizations and New Urban Policies », in Moulaert F., Rodriguez A., Swyngedouw E., *The Globalized City, Economic Restructuring and Social Polarization in European Cities*, Oxford, Oxford University Press.

Tickell A., Peck J. (2003), « Making global rules: globalisation or neoliberalisation? », in Peck J., Yeung H. (Eds), *Remaking the Global Economy: Economic-Geographical Perspectives*, Sage, Londres.

Ward K., England K. (2007) (Eds.), *Neoliberalization : States, Networks, Peoples*, London Blackwell.